

Des arguments fallacieux

n peut certes penser ce qu'on veut du projet architectural. On peut également regretter l'abandon d'une localisation plus urbaine. On peut enfin déplorer qu'une série d'atermolements et de maladresses aient conduit à la situation présente. Du non-respect des normes et règlements en matière d'aménagement du territoire jusqu'à la dernière exposition à Rumine, qui apparaît comme un magnifique auto-goal, la liste est longue.

Mais l'on se doit aussi de réfuter les arguments fallacieux des opposants. Car, enfin, le bord du lac n'est pas un désert culturel: le Théâtre de Vidy s'y trouve bien et ne désemplit pas. Et la pollution bétonnière du paysage en a vu d'autres, sans soulever pareille indignation.

L'essentiel, toutefois, n'est pas là. La valeur d'un musée réside dans son contenu bien plus que dans son architecture ou son emplacement.

A Lausanne, le scandale des tableaux remis à chaque exposition temporaire dure depuis trop longtemps. Combien de visiteurs étrangers venus voir Ducros, Gleyre, Vallotton ou Soutter, pour ne citer que les plus connus, sont repartis bredouilles? Et l'on voudrait renoncer à la chance d'avoir l'un des grands musées de Suisse en accueillant gratuitement de nouvelles collections importantes?



L'INVITÉ
PHILIPPE JUNOD
PROFESSEUR
HONORAIRE,
UNIL *

Jamais le canton n'aura les moyens de se payer l'équivalent des trésors qui lui sont offerts. Sait-on que l'on a déjà perdu la donation Soulages, dont un tableau a récemment battu un record dans une vente aux enchères? Que l'ensemble réuni par Jean Planque nous est envié par tous les spectateurs qui ont pu l'admirer lors de ses nombreuses expositions à l'étranger? Or, les collections Pauli ou Dubois ne sont pas en reste.

N'est-il pas légitime que des mécènes demandent un réceptacle décent et la garantie que leurs tableaux ne disparaîtront pas dans les caves? Si l'on a

raison de craindre la marchandisation et la privatisation de la culture, accuser les donateurs vaudois de vouloir dicter aux conservateurs leur politique d'exposition et d'acquisition, c'est peindre le diable sur la muraille.

Soyons sérieux. Le contre-projet de Rumine ne l'est pas. Ressusciter la Grenette (!), construire une nouvelle bibliothèque, loger ailleurs les autres utilisateurs du bâtiment, adapter celui-ci aux normes muséographiques modernes, tout cela coûterait aussi cher que Bellerive. Et nous serions repartis pour dix ans d'expertises, de pétitions et de polémiques. Il est décidément trop tard pour tout remettre en question, et la chance d'un enrichissement fabuleux ne se représentera pas.

Dans l'immédiat, c'est Bellerive ou rien. Rien, ce serait condamner Rumine à rester ce qu'il est depuis trop longtemps, un musée fantôme, dont nos compatriotes ignorent les richesses cachées dans les réserves.

Il y a quelques années, les Bâlois sont entrés dans l'Histoire en gagnant une votation populaire pour l'acquisition de quelques Picasso. Les Vaudois relèveront-ils le défi? Le «bon sens» qu'on voudrait leur prêter devrait les y pousser.

* Histoire de l'art.

Mieux vaut redynamiser le centre

Si la majorité des commerçants lausannois est pour le maintien du Musée des beaux-arts à Lausanne, force est de constater que le projet de Bellerive ne déclenche guère d'enthousiasme parmi la population de la ville, ainsi que dans le reste du canton.

Depuis la fin de l'été, l'Etat de Vaud dépense des centaines de milliers de francs, avec ses alliés de circonstance, pour tenter de nous convaincre qu'un crédit d'étude de 390 000 francs devrait être accepté afin de planifier le nouveau Musée des beaux-arts à Bellerive. La Municipalité de Lausanne soutient ce projet, de même que la majorité des dirigeants et des partis politiques. A-t-on malgré tout le droit de proposer une alternative?

Nous avons la chance d'avoir à Lausanne un centre-ville dynamique avec des commerces, des restaurants, un marché, qui amènent de la vie dans une cité louée par tous pour sa convivialité. Les commerçants qui font vivre cette ville, comme les gens qui y habitent, sont concernés par le vote du 30 novembre; il représente une chance unique de redynamiser et de relooker ce quartier qui, avec le Palais de Rumine, possède un bâtiment d'envergure et de majesté et, avec le Musée Arlaud, un bijou sous-exploité.



L'INVITÉ
DANIEL MANUEL
TRAITEUR *

Partout, en Europe, on observe le retour de la ville à la ville; à Lausanne, nos autorités prônent, avec raison, la densification de certains quartiers. Alors, pourquoi implanter ce musée en périphérie, loin de tout et au bord du lac?

Le Palais de Rumine, le Musée Arlaud ainsi que les bâtiments constructibles à la Riponne (quel magnifique challenge pour des architectes prêts à relever un tel défi en pleine ville!) seront, avec l'arrivée du M2, à la croisée de nombreux chemins, et en plus au centre-ville. L'animation qui se maintiendra ainsi

sera gage de sécurité pour les habitants et de nouveaux commerces (galeries, etc.) pour notre cité. En outre, les lieux seront enfin exploités en fonction de leur valeur, démontrant ainsi à tous que la place nécessaire au Musée des beaux-arts est largement disponible en ville, contrairement à ce que prétendent les pro-Bellerive.

Pensez-vous sincèrement qu'un coup de bluff architectural à Bellerive créera l'attractivité dont Lausanne a besoin à long terme? J'en doute.

En ces temps que même M. Pascal Broulis qualifie d'incertains, nous avons mieux à faire que d'investir dans ce projet illégal, peu esthétique, pollueur, d'un coût de près de 100 millions de francs, avec chaque année plus de 6 millions à consacrer à son exploitation. Cela s'impose d'autant plus qu'il faudra encore, de toute façon, 30 à 50 millions pour rénover Rumine. La ville de Lausanne, par ailleurs, n'a actuellement pas les moyens de payer sa part, au vu du budget 2009 et d'une dette fort conséquente.

Je souhaite donc, pour l'avenir de ma ville et l'attractivité de nos commerces, que le peuple vote non le 30 novembre.

* Président des commerçants du quartier Saint-François et rue de Bourg.